

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
RÉFORMES DE STEIN ET DE HARDENBERG

et la Féodalité en Prusse
AU COMMENCEMENT DU XIX^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le samedi 1^{er} juin 1901, à 2 heures 1/2

PAR

MAURICE POIZAT

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT

Président : M. ESMEIN, Professeur.

Suffragants : { MM. CAUWÈS } *Professeurs.*
GARÇON }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
RÉFORMES DE STEIN ET DE HARDENBERG
et la Féodalité en Prusse
AU COMMENCEMENT DU XIX^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera présenté et soutenu le samedi 1^{er} juin 1901, à 2 heures 1/2



PAR

MAURICE POIZAT

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT

Président : M. ESMEIN, Professeur.

Suffragants : { MM. CAUWÈS } *Professeurs.*
GARÇON }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901

A MON PÈRE

A MA MÈRE

LES RÉFORMES DE STEIN ET DE HARDENBERG

et la Féodalité en Prusse

AU COMMENCEMENT DU XIX^e SIÈCLE

INTRODUCTION

CONSTITUTION SOCIALE DE LA PRUSSE AVANT LES RÉFORMES

La féodalité, en France, a survécu au Moyen-Age qui l'avait vue naître. L'autorité royale, dès le xv^e siècle, s'était reconstituée à ses dépens, elle l'avait asservie et lui avait enlevé toute valeur politique ; à l'anarchie féodale, elle avait substitué la monarchie absolue ; mais elle n'était pas parvenue à l'éliminer (1).

Au xviii^e siècle encore, la structure même de la société et la constitution de la propriété en conservaient l'empreinte. « La féodalité était demeurée la plus grande de toutes nos institutions civiles en cessant d'être une institution politique » a dit Tocqueville(2). L'inégalité des conditions, la servitude de la terre qui étaient, non pas

(1) V. ESMEIN. — *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, 1892, p. 335 et 336.

(2) *L'Ancien Régime et la Révolution*, p. 48.

les seules survivances du régime féodal, mais celles que le peuple supportait avec le plus d'impatience, ne furent-elles pas les causes premières de la Révolution ?

Nulle part, la féodalité n'avait laissé de traces plus profondes que dans la Prusse du XVIII^e siècle.

Comme en des temps plus anciens, la noblesse prussienne maintenait les populations rurales en une dépendance étroite.

Elle seule possédait le sol (1). Le bien noble « Rittergut » ne comprenait pas seulement le domaine propre du seigneur, celui qu'il exploitait directement, mais encore les terres occupées et cultivées par les paysans qui, en échange de la concession du sol devaient au seigneur de lourdes redevances et de durs services (2). Le droit des paysans à leur tenure n'était que très précaire (3) ; le plus souvent il n'était pas héréditaire ; bien

(1) « Den Rittergutsbesitzern gehorte, mit einigen Ausnahmen, das gesammte Areal des platten Landes, theils unmittelbar, theils mittelbar als Gutsherren » dit a un contemporain, von Bassewitz, ancien fonctionnaire. *Die Kurmark Brandenburg ihr Zustand und ihre Verwaltung, unmittelbar vor dem Ausbruche des Franzosichen Kriegs im Oktober 1806*, p. 14.

(2) V. sur la constitution du bien noble, KNAPP, *Die Bauernbefreiung u. der Ursprung der Landarbeiter in den alteren Theilen Preussens* : I, p. 4 et s.

CAVAIGNAC, I, p. 56 et s., *Sur les services et les corvées*, v. KNAPP, I, p. 10 et s.

(3) KNAPP divise les droits des tenanciers à leur tenure en trois classes, l'*Erbpacht* et *Erbzinsverhältniss*, le droit le plus favorable, mais aussi le plus rare, le *Lassbesitz*, héréditaire ou non qui semble avoir été le plus fréquent, le *fermage* (p. 16 et s.).

plus, au xviii^e siècle, l'aristocratie s'était arrogé d'une manière générale, le droit d'expulser le tenancier en le prévenant 6 mois à l'avance (1) (2).

Le paysan n'était pas seulement le tenancier du seigneur ; il était son *serf*. Attaché à la glèbe « an die Scholle gebunden » (3), il ne pouvait quitter la tenure, sans l'autorisation du seigneur, et devait cultiver les terres que celui-ci lui désignait. Le mariage ne lui était permis que du consentement du maître. Ses enfants devaient pendant leur adolescence, servir dans la domesticité du seigneur (*Gesinde*) (4).

(1) CAVAIGNAC, p. 57.

(2) Il y avait d'ailleurs certains propriétaires indépendants, notamment dans la province de Prusse, « les *Kolmer* », qui remontaient au temps des Chevaliers teutoniques. V. KNAPP, I, 14.

(3) KNAPP, p. 23.

(4) Telle était la condition générale du paysan prussien ; dans certaines régions, notamment dans la Vieille-Marche le servage était censé ne pas exister ; il ne semble pas cependant que le paysan se soit trouvé dans une situation beaucoup plus enviable. V. CAVAIGNAC, I, p. 61.

Fort probablement (mais d'une manière absolument exceptionnelle) la condition du paysan prussien s'est dans certaines régions rapprochée de celle de l'esclave de l'antiquité. Un auteur récent, M. Grossmann (*Über die gutsherrlich-bauerlichen Rechtsverhältnisse in der Mark Brandenburg, Leipzig, 1890*, p. 101) paraît avoir démontré que, à l'époque de la confection de l'*Allgemeines Landrecht*, c'est-à-dire à la fin du xviii^e siècle, un véritable esclavage (*Leibeigenschaft*) existait dans l'*Uckermark* et la *Neumark*. M. Knapp répond qu'il n'existait que sur le papier (*Leibeigenschaft im östlichen Deutschland, Preussische Jahrbücher, 1891*, p. 233). Ce qui est certain, c'est qu'un juriste contemporain qui a étudié la Marche de Brande-

Propriétaires des terres, et dans une certaine mesure de la personne même des paysans, les seigneurs avaient conservé encore l'administration des campagnes. La Prusse, comme la France et l'Angleterre, quoique plus tardivement (1), avait connu un temps où la notion même de l'Etat s'étant effacée, le pouvoir s'était démembré, morcelé et avait passé dans le patrimoine privé des seigneurs, qui, dans leurs *seigneuries*, exerçaient tous les attributs de la souveraineté. Le grand électeur

bourg à la fin du xvii^e siècle, Müller dans ses *Practica civilis marchica rerum forensium* (1678), parle d'un véritable état d'esclavage qui enlevait au paysan toute personnalité juridique le rendant incapable d'avoir un patrimoine (V. KNAPP, *Die Bauernbefreiung*, II, p. 21).

On sait d'ailleurs que dans certains pays de l'Allemagne septentrionale, autres que la Prusse, dans le *Holstein*, le *Mecklenbourg*, notamment, l'esclavage, dans toute sa rigueur, existait encore au xviii^e siècle; les ventes d'hommes y étaient fréquentes (KNAPP, *Leibeigenschaft im östlichen Deutschland*, *Preussische Jahrbücher*, t. XXVII, p. 233 et s.)

(1) A l'époque, en effet, où la féodalité régnait en maîtresse en France, depuis le milieu du xii^e siècle jusque vers la fin du xiii^e, la Marche de Brandebourg nous apparaît comme un Etat très moderne avec un pouvoir central fortement constitué et une administration très développée, « *ein reiner Beamtenstaat* » dit BORNHAK (*Geschichte des preussischen Verwaltungsrechts*, I, p. 4 et 5, p. 111 et 112). Ce n'est que dans la suite lorsque les Margraves aliénèrent les droits régaliens au profit de l'Eglise et de la noblesse que la constitution primitive de la Marche s'altéra et l'ère de la féodalité commença (V. BORNHAK, I, p. 111 et s., p. 5 et s.).

LAVISSE. — *Etude sur l'une des origines de la monarchie prussienne ou la Marche de Brandebourg sous la dynastie Ascanienne*, Paris, 1875, p. 228.

V. aussi les très attachantes *Etudes sur l'histoire de Prusse*, du même auteur Paris, 1885, p. 60.

avait ensuite réduit l'oligarchie féodale à l'impuissance et lui avait enlevé le pouvoir politique. Le roi Frédéric-Guillaume I^{er} (1), continuant l'œuvre de son prédécesseur, avait créé l'administration monarchique, arraché le gouvernement des *provinces* à l'aristocratie et mis en une certaine mesure au moins, la main sur l'administration du *cercle* (Kreis), en faisant du *Landrath*, primitivement représentant de la noblesse, presque un fonctionnaire royal. Mais les souverains de la Prusse n'avaient pas poussé plus loin leur œuvre de centralisation, ils; avaient laissé à la noblesse le *pouvoir purement local*. Suivant une formule bien connue : « l'*Etat prussien finissait au Landrath* », au-dessous duquel il n'avait plus aucun agent (2). Sur ses biens, dans la circonscription du Rittergut, le noble exerçait la police, administrait la justice, faisait acte de souverain. « L'habitant était le sujet du seigneur et non celui de l'Etat, dit M. Cavaignac; au dernier degré, là où l'individu entre, sous toutes les formes, en contact direct avec la puissance publique, il ne la connaissait en dehors des grandes villes, que sous la forme et par l'intermédiaire obligé du seigneur, du grand propriétaire foncier, propriétaire noble du bien noble » (3).

(1) V. Sur l'*Œuvre de Frédéric-Guillaume I^{er}*, BORNHAK, II, p. 3 et s.

(2) V. MEIER. — *Die reform der Verwaltungsorganisation unter Stein und Hardenberg*, p. 115 et s.

(3) CAVAIGNAC, I, p. 38. KNAPP, I, 115 et 116.

En ce qui concerne seulement la répartition et la perception de l'impôt direct, l'Etat avait réussi au commencement du XVIII^e siècle à se substituer au seigneur et pénétrait ainsi jusqu'au paysan (1).

En France, à la veille de la Révolution, la société s'était bien mieux dégagée des liens de la féodalité. Depuis longtemps le noble avait perdu le gouvernement des campagnes qui avait passé à des fonctionnaires royaux ; « le seigneur n'était plus qu'un premier habitant ; » des attributs de la puissance publique, il conservait seulement le droit de justice et le droit de fisc qu'il n'exerçait que sous le contrôle de l'autorité royale (2). « Il ne reste plus qu'une ombre de seigneurie », écrivait d'Argenson en 1735.

Le seigneur aurait pu prétendre encore à un droit *éminent* sur les terres, droit dont le *cens*, la *rente foncière*, le *champart*, redevances en argent ou en nature que lui devaient les paysans chaque année, les *lods* et *ventes* qu'ils lui payaient à chaque mutation de fonds demeuraient les signes (3) ; mais sa prétention se fût bornée à la reconnaissance d'un droit purement théorique. Le seigneur français n'eût pu comme le Rittergutsbesitzer prussien arracher la terre au paysan, car, en

(1) V. sur cette réforme, BORNHAK, *Geschichte des preussischen Verwaltungsrechts* t. II, p. 31 et s. CAVAIGNAC, I, p. 40 et s.

(2) ESMEIN, p. 336.

(3) V. SAGNAC. — *La législation civile de la Révolution française*, Paris, 1899, p. 59.

France, un fait très important s'était produit : le paysan s'était accoutumé à voir dans la terre qu'il cultivait non plus une *simple tenure* mais *sa propriété* (1) et la jurisprudence au XVIII^e siècle, par une très remarquable évolution, lui donnait raison (2). La Révolution a affranchi la terre du paysan de la lourde servitude des droits seigneuriaux : elle ne la lui *a pas donnée*.

Du *servage* enfin qui imposait de si cruelles souffrances aux populations rurales de la Prusse, il ne restait que des vestiges (3).

Les deux pays avaient suivi, en effet, une évolution toute différente (4). Tandis que, en France, le système seigneurial s'était effacé peu à peu, laissant une simple empreinte sur le régime de la propriété, sur la constitution de la Société, en Prusse, non seulement il était resté entier, mais sous l'influence de causes économiques, il s'était même développé.

(1) V. CHÉNON. — *Les démembrements de la propriété foncière en France avant et après la Révolution*, Paris 1881, p. 89.

(2) V. CHÉNON, p. 89 et s.

SAGNAC, p. 63.

(3) D'ailleurs le cas le plus connu de servage, celui qui subsistait dans les montagnes du Jura, ne dérivait pas du régime seigneurial, mais de l'esclavage romain.

On s'accorde généralement à évaluer à *un million* le nombre des serfs qui subsistaient au moment où éclata la Révolution.

(4) V. sur cette évolution KNAPP. I, p. 37 et s. Il distingue entre la *Grundherrschaft* qui est la situation créée par la féodalité et la *Gutsherrschaft* qui est née avec la formation des grands domaines.

Vers une époque que l'on pourrait fixer à la Réforme, au xvi^e siècle, la noblesse prussienne s'adonna à la culture du sol, de grandes exploitations domaniales se formèrent ; dès lors le lien de dépendance qu'avait créé la féodalité entre le seigneur et le paysan se resserra(1). Le seigneur, grand propriétaire, entreprit d'utiliser pour l'exploitation de ses terres, le travail des paysans. Il leur imposa des corvées qui devinrent de plus en plus lourdes, soumit leurs enfants au service de domesticité (*Gesinde*) qui n'est complètement développé qu'à la fin du xvi^e siècle (2), enfin, pour s'assurer plus entièrement des paysans, leur enleva la liberté, les attacha à la glèbe.

En même temps que la condition personnelle des paysans s'altéra, leur droit à la possession de la terre devint de plus en plus précaire ; le seigneur qui n'avait eu qu'un droit éminent sur les tenures prétendit être seul propriétaire (3) de toutes les terres, et ne reconnut aux paysans qui les cultivaient qu'un simple droit d'usage, viager seulement ; bien plus il se réserva la faculté de les expulser, faculté dont il usa souvent, semble-t-il.

Peut-être la transformation qui s'est accomplie en

(1) V. une évolution tout à fait semblable en Pologne. NIEWENGLOWSKI. *Les idées politiques et l'esprit public en Pologne à la fin du xviii^e siècle*, Paris, 1901 (thèse), p. 4 et s.

(2) KNAPP, I, p. 42.

(3) Il semble que l'influence du droit romain, surtout au xvi^e siècle, n'ait pas été étrangère à cette évolution. KNAPP, I, 46.

Angleterre, au Mecklemburg et dans certaines parties de la Poméranie : la disparition des tenanciers, leur transformation en simples fermiers ou même en salariés se serait-elle produite en Prusse, si les rois et surtout le Grand Frédéric n'avaient, par des mesures énergiques et dont le sens n'a été mis bien en lumière que depuis peu (1), interdit aux seigneurs, dans un intérêt économique et surtout militaire, d'absorber les tenures. *Schutz, des Bauernlandes und des Bauernstandes.*

Non seulement la *seigneurie*, le *Rittergut*, avec les assujettissements qu'il entraînait pour la propriété et les personnes, mais toute la structure de la société s'était conservée en Prusse telle que le passé l'avait faite. Les divers éléments sociaux : *nobles, bourgeois, paysans*, auxquels les vicissitudes de l'histoire avaient fait un sort différent, ne s'étaient pas fondus ; au lieu de se rapprocher ils s'étaient plutôt séparés ; ici encore les rigueurs de la féodalité semblaient s'être bien plus aggravées qu'atténuées avec le temps. Pendant tout le cours du XVIII^e siècle jusqu'à l'époque des réformes qui font l'objet de cette étude, on distingua *trois classes* dans la monarchie prussienne, rigoureusement fermées : la

(1) V. sur cette législation Frédéricienne, KNAPP, I, p. 51 et suiv.

SCHUTIAKOFF. — *Die Bauerngesetzgebung unter Friedrich dem G.*, 1895.

HINTZE. — *Zur Agrarpolitik Friedrichs der grossen (Forschungen zur Brandenburgischen u. preussischen Geschichte, t. x.*

noblesse, classe privilégiée, en matière d'impôt et de juridiction, seule capable, au moins en droit, de posséder des biens nobles et d'y exercer les droits seigneuriaux (1) ; la *bourgeoisie*, à laquelle était réservée le commerce et l'*industrie* ; les *paysans* enfin, serfs du seigneur, tenanciers du bien noble, dont nous connaissons la triste condition.

Une pareille organisation sociale s'était maintenue d'ailleurs de par la *volonté* des rois de Prusse, qui firent de la hiérarchie, de la classification de la société, un principe de gouvernement, de bonne politique financière (2).

L'*Allgemeines Landrecht* (3), le Code général pour les États prussiens dont la rédaction fut entreprise sous le Grand Frédéric, mais qui ne fut promulgué que sous le règne de son successeur, Frédéric-Guillaume II (en 1794), nous donne dans les temps même où éclatait en France la Révolution, une image bien curieuse de la féodalité prussienne : division de la population en trois ordres rigoureusement séparés ; privilèges de la noblesse ; son droit exclusif à posséder des biens nobles, servage des paysans avec toutes les conséquences qu'il comporte : interdiction de quitter le sol, de se marier sans le consentement du seigneur, domesticité, obligatoire des enfants : tels sont les points que consacre cette œuvre

(1) Ordonnance, 1747.

(2) BORNHAK, II, p. 139.

(3) V. une analyse assez complète dans TOCQUEVILLE, *L'Ancien Régime et la Révolution*, appendice. CAVAIGNAC, I, p. 90 ets.

législative, très remarquable d'ailleurs, à d'autres égards, par la hardiesse et la nouveauté des principes qu'elle proclame.

Si les rois de Prusse n'ont pas supprimé l'État du moyen-âge, si à certains égards même on pourrait leur reprocher d'en avoir aggravé les rigueurs⁽¹⁾; on doit reconnaître que sur un point au moins, en ce qui concerne la condition des paysans, ils ont essayé d'intervenir à partir du milieu du XVIII^e siècle.

Sur les domaines de la Couronne, l'action des souverains aboutit à des résultats importants; ils réussirent d'abord à assurer aux paysans domaniaux l'hérédité des tenures, à limiter les corvées et à abolir, mais seulement sur les domaines de la Prusse orientale, la domesticité obligatoire des enfants⁽²⁾. Enfin, lorsque la Révolution française eût fait sentir ses effets, en Prusse comme dans toute l'Europe, Frédéric-Guillaume III, par un long et patient travail qui se

(1) Et cependant certains auteurs allemands, notamment DAHLMANN dans un ouvrage fort estimé sur la Révolution française (*Geschichte der französischen Revolution*, Leipzig, 1845, p. 421), ont fait gloire aux rois de Prusse « d'avoir accompli, ce que les rois de France avaient négligé; la suppression de l'état du moyen-âge ».

(2) V. KNAPP, p. 181 et s. Les ordonnances royales se succèdent, très nombreuses, sous Frédéric Guillaume I^{er} et surtout sous Frédéric le Grand. La suppression de la domesticité obligatoire dans les provinces prussiennes proprement dites date de 1763 et 67.

poursuivit à partir de 1799, accomplit une réforme d'une portée considérable en autorisant les paysans des domaines à racheter les corvées et les services qui les accablaient et en leur donnant la propriété de leurs tenures (1).

Sur les biens des seigneurs, les rois, quoiqu'ils ne se soient jamais proposé qu'un objet infiniment plus modeste que sur les domaines, furent impuissants. Frédéric II eût voulu limiter les corvées dues par les paysans, et à cet effet il prescrivit, en 1784 (2), d'entreprendre dans tout le royaume la révision des titres et des conventions qui fixaient les charges des paysans. A sa mort l'œuvre fut abandonnée. Frédéric-Guillaume III, l'auteur de la grande réforme en faveur des paysans royaux avait conçu le projet de supprimer le servage sur les biens nobles, mais il se heurta à l'opposition obstinée de l'administration et de l'aristocratie foncière (3). Ainsi échouèrent toutes les tentatives que fit l'autorité royale pour atténuer seulement les rigueurs de la condition des populations rurales sur les biens seigneuriaux.

Sur un point seulement, l'action des rois de Prusse fut efficace : en ce qui concerne la protection, signalée déjà, qu'ils exercèrent pendant tout le cours du XVIII^e siè-

(1) KNAPP, I, p. 96 et s. La concession de la propriété n'eut lieu que dans les Marches et en Poméranie ; dans les provinces prussiennes proprement dites le paysan n'avait été autorisé qu'à se racheter des corvées et services.

(2) CAVAINAC, I, p. 73.

(3) KNAPP, I, 121 et s.

cle en faveur de la conservation des tenures et de la classe des paysans « *Schutz des Bauernlandes und des Bauernstandes* ». Mais, ainsi qu'on l'a fait remarquer (1) cette protection qui procédait d'ailleurs seulement de préoccupations économiques et militaires, ne s'étendait pas à chaque individu en particulier, mais aux tenures rurales prises dans leur ensemble, afin d'éviter leur absorption par les grands domaines, à la classe des paysans, afin d'éviter sa disparition ; il importait peu à l'administration royale que tel paysan fût expulsé de sa terre ; elle exigeait seulement que la tenure subsistât et que le tenancier fût remplacé (2). La politique du Bauernschutz fut une politique économique ; elle demeura étrangère au droit.

Non seulement les rois de Prusse ne réussirent pas à améliorer d'une manière sérieuse la condition des paysans, mais ils ne surent pas reprendre aux seigneurs entre les mains desquels ils se trouvaient, les attributs de la puissance publique : droits de justice et de police qu'ils exerçaient sur leurs tenanciers. Cependant certaines tentatives, tant pour assurer, en une certaine mesure au moins, la main-mise de l'Etat sur la *juridiction seigneuriale* ou « *patrimoniale* », comme on disait (*Patrimonialgerichtsbarkeit*), que pour établir un contrôle sur leur fonctionnement, doivent être signalées.

Les justices seigneuriales, primitivement compétentes,

(1) KNAPP, I, p. 57

(2) KNAPP, I, p. 51 et s., p. 57.

aussi bien en matière pénale qu'en matière civile, subirent d'abord sous le règne de Frédéric-Guillaume I^{er}, une première amputation. L'ordonnance du 12 juillet 1732 restreignit, en effet, leur action aux questions *purement civiles* (1).

En même temps, les rois de Prusse cherchèrent à assurer le bon fonctionnement des juridictions seigneuriales, en enlevant aux seigneurs le droit de siéger en personne, en les obligeant, ainsi qu'il en était advenu en France dès le xvi^e siècle (2), à nommer des juges pour rendre la justice en leur nom, en soumettant même ces juges à un examen (3).

On ne saurait nier l'importance de ces réformes, ni la valeur des garanties qu'elles assuraient aux justiciables, mais peut-être est-il permis de se demander, si, comme on l'a prétendu (4), la suppression même des justices seigneuriales était près de se faire au déclin du xviii^e siècle.

En tout cas le droit de *police* (patrimoniale *Polizei*)

(1) BORNHAK, II, p. 78, 203.

(2) Sur cette transformation, v. ESMEIN, p. 408.

(3) V. le Règlement du 19 juin 1749 qui oblige les juges seigneuriaux à subir un examen avant d'entrer en fonctions. (BORNHAK, II, p. 203.) V. aussi les prescriptions de l'*Allgemeines Landrecht*, II, 17, § 73 et s.; interdiction pour les *Rittergüterbesitzer*, d'administrer eux-mêmes la justice, à moins qu'ils ne remplissent les conditions imposées par la loi à tous ceux qui doivent exercer les fonctions judiciaires, etc... (MEIER, p. 117 et s.); § 19 et s. qui placent les juridictions patrimoniales sous la *surveillance* de l'Etat.

(4) BORNHAK, II, p. 204.

c'est-à-dire l'administration (car le sens du mot *Polizei* est très large) resta en entier aux mains des seigneurs.

Tel était l'état social de la Prusse : un régime seigneurial que le temps n'avait pas entamé, une société classée, hiérarchisée à l'excès ; l'oppression de toute une partie de la population, la plus laborieuse et la plus saine de la nation par une aristocratie qui la tenait en un cruel servage, était maîtresse du sol et restait comme aux temps passés en possession de la puissance publique ; partout les rigueurs de la féodalité avec le cortège de misères et d'inégalités sociales qui les accompagnaient, quand commença pour ce pays la douloureuse série des défaites qui, de chute en chute, l'amènèrent à Tilsitt, au démembrement, à l'occupation militaire, presque à l'anéantissement.

Par une heureuse fortune, il se trouva alors en Prusse une phalange d'hommes qui, singulièrement éclairés, reconnurent que pour sauver leur patrie, ils devaient la réorganiser, en transformer la constitution intérieure.

Ils s'inspirèrent, en une large mesure, dans cette œuvre de régénération des principes qu'avait proclamés la Révolution française (1), façonnèrent sur plus d'un point les institutions qu'ils créaient sur le modèle de celles du conquérant afin, disaient-ils, de le combattre

(1) TREITSCHKE. *Deutsche Geschichte*, I, p. 273.

par ses propres armes. « Er dachte, dit l'historien Treitschke de Stein, die Revolution mit ihren eigenen Waffen zu bekämpfen » (1).

Ce furent les *Réformes de Stein et de Hardenberg* ; elles touchèrent successivement à toutes les parties de la constitution de la Prusse : organisation sociale, administration civile et militaire, législation financière..., transformèrent profondément les institutions de ce pays et édifièrent sur les ruines de l'ancienne Prusse, la Prusse moderne.

De ces réformes, nous voudrions étudier ici celles qui ont, nous ne dirons pas *détruit* (l'expression ne serait pas juste), mais du moins fortement ébranlé la *féodalité* prussienne, telle que nous l'avons décrite.

Elles méritent, plus que les autres, d'attirer notre attention, d'abord, parce que c'est sur elles surtout que s'est fait sentir l'influence de la Révolution, ensuite, parce que, de toutes les transformations qui se sont accomplies dans la vie des sociétés, il n'en est pas de plus importantes que celles qui, écartant les institutions féodales désormais surannées, ont opéré l'égalité de droit, l'affranchissement des personnes et des propriétés, qui caractérisent les Etats modernes.

(1) V. sur l'influence de la Révolution française en Prusse, l'ouvrage de Cavaignac. *La formation de la Prusse contemporaine*.

PREMIÈRE PARTIE

LE MINISTÈRE DE STEIN

(septembre 1807 — novembre 1808)

CHAPITRE PREMIER

L'ÉDIT DU 9 OCTOBRE 1807 (1)

L'Edit du 9 octobre 1807, l'acte législatif le plus célèbre de Stein (2) a atteint la société féodale, telle qu'elle s'était constituée en Prusse, en trois endroits :

Et d'abord, en supprimant les Ordres, en opérant, au moins en droit, sinon en fait, la fusion entre les *castes*, entre lesquelles se partageaient les sujets des rois de Prusse : « *tout noble peut exercer désormais une profession considérée comme bourgeoise ; tout paysan peut*

(1) « Edict den erleichterten Besitz und den freien Gebrauch des Grund-Eigenthums sowie die persönlichen Verhältnisse der Landbewohner betreffend ». On en trouve un texte complet dans PERTZ. *Das Leben des Ministers Freiherrn von Stein*, t. II, p. 23.

(2) Cet acte fut préparé en réalité par une Commission, « la Commission immédiate » instituée avant l'arrivée de Stein. Stein opéra seulement quelques modifications ; v. CAVAIGNAC, p. 330.

entrer dans la classe de la bourgeoisie ; tout bourgeois dans celle des paysans » (1).

L'Edit supprime ensuite toute distinction entre les biens ; après avoir, dit Seeley, fait disparaître l'idée de caste pour les personnes, il abolit l'idée de caste pour les biens (2). « *Tout habitant du Royaume a la faculté de posséder toute terre quelle qu'elle soit ; le noble des terres non nobles ; bourgeoises ou paysannes ; le bourgeois et le paysan des terres nobles et même d'y exercer les droits seigneuriaux (3).* »

L'Edit, en accordant ainsi la liberté de transaction des terres soulevait une grosse difficulté, qui, pendant les travaux de rédaction déjà, avait donné lieu à de vives discussions.

Nous avons parlé de la politique des rois de Prusse, politique dite de « Bauernschutz » qui avait pour but de maintenir le nombre des tenures rurales, en interdi-

(1) FREIE WAHL DES GEWERBES « Jeder Edelmann ist ohne allen Nachteil seines Standes befugt, Bürgerliche Gewerbe zu betreiben, und jeder Bauer ist berechtigt, aus dem Bauer in den Bürger und aus dem Bürger in den Bauernstand zu treten. »

(2) *Life and times of Stein*, t. 1, p. 441.

(3) § 1. *Freiheit des Gütererkehrs* « Jeder Einwohner unserer Staaten ist ohne alle Einschränkung in Beziehung auf dem Staat zum eigentümlichen und Pfandbesitz unbeweglicher Grundstücke aller Art berechtigt ; der Edelmann also zum Besitz nicht bloss adeliger sondern auch unadliger, bürgerlicher und bauerlicher Güter aller Art, und der Bürger und Bauer zum Besitz nicht bloss bürgerlicher, bauerlicher und anderer unadeliger, sondern auch adeliger Grundstücke, ohne dass der eine und der andere zu irgend einem Gütererwerb einer besonderen Erlaubnis bedarf. »

sant aux propriétaires nobles de les absorber. L'aristocratie foncière ne supportait qu'avec une impatience extrême une pareille limitation à ce qu'elle considérait comme son droit et elle vit dans la proclamation du libre commerce des terres une excellente occasion de se débarrasser de cette sujétion et de réaliser enfin ce qu'elle n'avait pu faire jusque là : l'absorption totale des tenures rurales et la transformation des tenanciers en fermiers ou même en simples salariés. Aussi dès le 29 août, les grands propriétaires de la Prusse orientale dans une adresse au roi demandèrent-ils « que l'on laissât chaque propriétaire noble maître de disposer librement des tenures, de sorte qu'il pût à sa convenance absorber, diminuer.... ces tenures sur lesquelles il avait d'ailleurs un droit de propriété » (1). L'aristocratie foncière fut bien près, semble-t-il, d'obtenir à cet égard pleine satisfaction. L'homme qui a le plus contribué à la rédaction de l'Edit, Von Schœn, très pénétré des idées de liberté économique, se montrait l'adversaire résolu du *Bauernschutz* et déclarait hautement qu'il n'y avait aucune raison pour empêcher le propriétaire noble de faire des tenures ce que bon lui semblait (2).

La pleine liberté, sans restriction, ni limitation aucune, lui apparaissait comme l'idéal vers lequel on ne devait cesser de tendre.

Mais Stein, auquel on soumit le projet, comprit que

(1) V. KNAPP, t. II, p. 158.

(2) V. KNAPP, I, p. 131 et s.

la liberté sans frein serait fatale aux faibles et il considéra que la disparition des paysans serait pour l'Etat une perte que rien ne compenserait. S'il laissa donc intacte en principe la faculté pour le propriétaire d'adjoindre les tenures à leur domaine, il jugea bon d'en soumettre l'exercice au contrôle des chambres provinciales et le texte de l'Edit fut modifié en ce sens (§ VI. — Einziehung und Zusammenschlagung der Bauernguter). La question continua, d'ailleurs à agiter les esprits après la promulgation de l'Edit (1).

La partie la plus importante de l'Edit, celle sur laquelle l'attention de Stein et de ses collaborateurs s'est arrêtée avec le plus de complaisance, celle dont la postérité a surtout conservé le souvenir, est la partie qui abolit le *servage*.

L'idée même d'une pareille réforme n'était certes pas nouvelle. Nous avons signalé les améliorations successives que les rois avaient apportées à la condition des paysans des domaines, depuis la suppression de la domesticité obligatoire, l'une des conséquences les plus rigoureuses du servage, jusqu'à la grande réforme de Frédéric-Guillaume III qui rendait les tenanciers pro-

(1) V. KNAPP, I, p. 137 ets. et CAVAIGNAC, I, p. 366 et s. Ordonnance du 14 février 1808 pour la province de Prusse. Ordonnance du 27 mars 1809 pour la Silésie. Ordonnance du 9 janvier 1819 pour la Poméranie et les Marches. KNAPP, 139.

priétaires de leurs tenures. Sur les biens même des seigneurs l'abolition du servage avait été tentée par ce dernier monarque, ainsi que nous l'avons vu. Aussi, quand la nécessité de régénérer la Prusse s'imposa aux esprits, l'affranchissement des paysans des liens du servage apparut-il à tous comme l'une des mesures dont la réalisation était le plus indispensable et la commission immédiate ne tarda-t-elle pas à s'en occuper activement.

L'Edit proclame que « désormais le lien du servage ne pourra plus se former, ni par naissance, ni par mariage, ni par prise de possession d'une tenure servile, ni par contrat » (1) (§ X. Auflösung der Gutsunterthänigkeit).

Les serfs seront affranchis, ceux dont les droits sur la terre *étaient héréditaires* dès la publication de l'Edit (§ 11), les autres à partir de la Saint-Martin 1810. « Après la Saint-Martin 1810, il n'y aura plus que des hommes libres » (§ XII) (2).

(1) « Nach dem Datum dieser Verordnung entsteht fernerhin kein Unterthänigkeitsverhältniss, weder durch Geburt noch durch Heirat, noch durch Übernehmung einer unterthänigen Stelle noch durch Vertrag. »

(2) § 11 « Mit der Publication der gegenwärtigen Verordnung hört das bisherige Unterthänigkeitsverhältniss derjenigen Unterthanen und ihrer Weiber und Kinder welche ihre Bauer-güter erblich oder eigentümlich oder erbzinsweise oder erbfolglich besitzen, wechselseitig gänzlich auf. »

§ 12 « Mit dem Martinitage ein tausend acht hundert und zehn (1810) hört alle Gutsunterthänigkeit in unsern fürstlichen Staaten auf. Nach dem Martinitage 1810 giebt es nur freie Leute,

L'Edit, dans sa brièveté, ne déterminait pas quelles étaient les conséquences du servage qu'il entendait supprimer. Il en résulta de très grandes difficultés d'application, notamment en Silésie (1). L'administration dut intervenir et un Publicandum du 8 avril 1809 interprétant l'Edit fit une énumération des principales conséquences du servage qu'il considérait comme abrogées. Nous citerons notamment ; l'obligation pour les enfants de servir dans la domesticité du seigneur : l'obligation pour les serfs de demander le consentement du seigneur à leur mariage ; l'obligation de cultiver toute terre que désignerait le seigneur...

Un Edit du 24 octobre 1810 étendit ce Publicandum, qui primitivement ne s'appliquait qu'à la province de Silésie, aux autres provinces du Royaume (2).

L'Edit du 9 octobre apporta à la condition des populations rurales de Prusse un immense soulagement. « L'idée de la liberté était entrée dans la vie », dit von Schön qui appelle cet acte « l'*Habeas Corpus des Etats prussiens* » (3). On ne doit pas cependant s'exagérer la

so wie solches auf den Domänen in allen unseren Provinzen schon der Fall ist; bei denen aber, wie sich von selbst versteht, alle Verbindlichkeiten, die ihnen als freien Leuten vermöge eines Grundstücks oder vermöge eines besonderen Vertrags obliegen, in Kraft bleiben.

(1) KNAPP, II, 174.

(2) KNAPP, II, 175.

(3) *Aus den Papieren Schöns*, I, p. 43.

portée de cette première réforme, on ne doit pas, surtout ainsi qu'on l'a essayé quelquefois, en comparer les effets avec ceux de la nuit du 4 août en France (1). La nuit du 4 août a affranchi les personnes, en abolissant les derniers vestiges de la servitude, mais, et surtout, elle a affranchi la terre ; elle a donné au paysan la propriété libre du sol qu'il cultivait et accompli ainsi une transformation infiniment plus profonde que celle qui résultait de l'Edit de Stein. Car Stein ne touchait en rien à l'organisation du bien noble ; il faisait du paysan un homme libre, mais le laissait investi des droits les plus précaires sur les tenures qu'il cultivait, soumis aux redevances et aux corvées qu'il devait au seigneur, en échange de la concession de la tenure.

Il était réservé à un autre que Stein, à Hardenberg, de faire du paysan un propriétaire (2).

(1) DONIOL. (*La Révolution et la féodalité*, p. 205), fait cette confusion. Il arrive aussi à Seeley qu'il se rende parfaitement compte de la portée de l'Edit, d'en parler comme « de la nuit du 4 août de Prusse ».

(2) SEELEY, I, p. 424 et 435.

CHAPITRE II

L'ORDONNANCE DU 27 JUILLET 1808

Nous avons vu que Frédéric-Guillaume III avait résolu, dès les premières années de son règne, de concéder la propriété de leurs tenures aux *paysans domaniaux*. Cette transformation s'était accomplie avec assez de succès sur les domaines de Poméranie et des Marches, mais elle ne s'était pas faite dans les autres provinces et notamment dans la province de *Prusse* (1).

Un fonctionnaire, d'un ordre inférieur, le Kriegs-rath, Wlômer, dans un écrit anonyme adressé à Stein, appela l'attention du ministre sur la nécessité qu'il y aurait à étendre à la province de Prusse une réforme qui semblait n'avoir donné que d'excellents résultats dans les autres provinces. Stein entra pleinement dans ces vues (2). La question fut examinée par la Commission immédiate et l'Ordonnance du 27 juillet 1808, conformément à la demande de Wlômer, accorda aux paysans des domaines de *Prusse* la propriété de leurs tenu-

(1) KNAPPP, I, p. 109 et 110.

(2) KNAPP, I, p. 111.

res, en même temps qu'elle supprima, moyennant indemnité, les corvées et redevances qu'ils devaient à l'Etat.

Tout en reconnaissant l'importance de cette ordonnance qui créait en Prusse 30.000 propriétaires libres (1), il convient, croyons-nous, de ne pas l'exagérer. Cette réforme qui se fût faite d'ailleurs sans l'intervention de Stein, avait un caractère purement économique ; elle constituait, ainsi que l'on peut s'en convaincre par la lecture des rapports, dans l'esprit de ceux qui l'entreprirent une mesure de bonne administration des domaines et n'impliquait aucunement la reconnaissance d'un droit des paysans à la propriété du sol qu'ils cultivaient. Il ne paraît donc pas qu'on puisse la considérer comme un précédent aux grandes réformes de Hardenberg qui transformèrent les tenanciers des bien nobles en propriétaires (2).

(1) CAVAIGNAC, I, p. 264.

(2) SEELEY (II, p. 187) exprime cependant cette opinion.

CHAPITRE III

LA QUESTION DES DROITS DE POLICE ET DE JUSTICE DES SEIGNEURS.

Stein, en abolissant le servage, avait porté un très rude coup au système seigneurial, mais il ne l'avait pas anéanti. L'administration locale, le gouvernement du pays plat restait aux mains de l'aristocratie foncière qui, si elle avait perdu le droit d'avoir des esclaves, conservait ainsi, par une étrange anomalie, à une époque où la notion de l'Etat s'était pleinement formée, le droit d'avoir des *sujets*.

Les esprits paraissaient très pénétrés de la nécessité d'enlever aux seigneurs des pouvoirs aussi exorbitants. C'est ainsi qu'au mois de novembre 1807 une brochure intitulée « *Preussens Regeneration* », sorte de lettre ouverte adressée à Stein par le baron de *Eggers*, demandait, entre autres réformes, *la suppression des droits de justice et de police* des propriétaires nobles.

La Commission immédiate partageait entièrement ces vues. La question s'était d'abord posée devant elle d'une manière tout incidente, au sujet d'une proposition qu'avait faite le ministre provincial von Schrötter,

de comprendre dans les ventes d'immeubles domaniaux auxquelles on procédait, quelques villages. La Commission immédiate refusa d'y consentir par la raison qu'elle ne voulait pas que de nouveaux fragments de la puissance publique fussent aliénés. « Nous considérons, disait-elle, le 1^{er} mai 1808, l'administration de la police comme une partie tellement essentielle de la puissance suprême qu'elle ne doit pas pouvoir être aliénée avec un fonds de terre, ni par héritage, ni de toute autre manière (1). »

La question fut ensuite examinée dans toute son ampleur, lorsque l'on prépara, sous la direction de Stein, la réforme de l'administration du pays plat.

Il ne nous appartient pas de décrire ici les projets divers, ayant trait à l'organisation de l'administration des campagnes, qui furent déposés et examinés à cette époque ; nous nous bornerons à en extraire les parties qui visent à la suppression des droits de justice et de police des seigneurs.

L'un de ces projets, le premier en date et le plus connu, était celui de *Vincke* (2). *Vincke*, ainsi que

(1) PERTZ, II, 79. Sur les discussions auxquelles donna lieu la proposition de von Schrotter, v. les pages qui précèdent.

(2) *Vincke* a exposé ses vues dans plusieurs mémoires, notamment dans un mémoire du 4 juin 1808 : « über die Organisation der Unterbehörden, zunächst für die Polizeiverwaltung » reproduit presque *in extenso* par Keil, p. 365, et dans un autre : « über die Kommunalverwaltung » qui a été remis à Stein le 8 août. Consulter sur les plans de *Vincke* KEIL : *Die Landgemeinde in den östlichen Provinzen Preussens*, p. 86 et s.

CAVAIGNAC, I, p. 421 et s.

beaucoup de Prussiens de son temps, avait conçu une admiration sans réserves pour les institutions de l'Angleterre ; il enviait surtout à ce pays la décentralisation de son administration et aspirait à en introduire le principe en Prusse.

Il recommandait donc dans ses mémoires de déléguer l'administration et la justice dans chaque cercle à des « Landrathe » (qui dans la pensée de Vincke correspondaient aux justices of peace anglais) désignés par le roi parmi les propriétaires fonciers ou les capitalistes de la région.

Ces Landrathe eussent constitué la seule autorité judiciaire dans le cercle et se fussent par là même substitués aux *justices seigneuriales*.

Non seulement le *droit de justice des seigneurs* tombait ainsi dans le plan que proposait Vincke, mais même *leur droit de police* sur le territoire du bien noble était écarté, car Vincke faisait du maire, Schulze, qui, dans l'organisation existante n'était qu'un agent du seigneur, chargé précisément d'exercer la police locale en son nom, un fonctionnaire de l'Etat, nommé par les Landrathe parmi les propriétaires fonciers.

Le projet de Vincke ne fut pas agréé par Stein qui demanda à Schróetter d'autres plans d'organisation.

Schróetter présenta son projet le 13 octobre 1808 (1).

La question des droits de police des seigneurs y était

(1) KEIL, p. 81. MEIER.

étudiée d'une manière toute spéciale. Dans les circonscriptions, proposait Schrötter, dans lesquelles se trouvait compris un bien noble, les droits de police resteraient aux mains des seigneurs qui les exerceraient en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant. Dans les autres circonscriptions les droits de police appartiendraient à une magistrature locale « Schulzenamt » composée du Schulze et de deux jurés. Mais ici encore cette magistrature n'était pas toujours absolument indépendante du seigneur. Le projet de Schrötter disposait en effet, que si dans ces circonscriptions, les terres ou seulement la majorité des terres constituaient la propriété du seigneur, celui-ci avait le droit de *présenter* les membres du « Schulzenamt », leur nomination devant être faite par le Landrath. C'était seulement dans les circonscriptions dans lesquelles les habitants étaient en majorité *tenanciers héréditaires*, c'est-à-dire en fait réputés propriétaires, que toute action sur la nomination des autorités locales échappait au seigneur, le « Schulzenamt » devant être élu par les habitants.

Schrötter laissait donc en principe l'aristocratie foncière en possession des pouvoirs publics et n'apportait, en réalité, que des changements de peu d'importance à l'organisation existante.

Les idées de Schrötter furent vivement combattues par von Schœn, qui, dans un contre-projet du 14 novembre, déclara ne pas vouloir conserver aux seigneurs les droits de justice et de police dont ils étaient les dé-

tenteurs et proposa de faire nommer dans tous les cas les titulaires de la magistrature locale par le Landrath, sans plus tolérer même aucun droit de présentation de la part des seigneurs (1). « La puissance suprême, disait-il, doit désigner les autorités qui exercent la police purement locale, comme elle désigne celles qui l'exercent dans les provinces (2). »

Stein quitta le ministère le 24 novembre sans qu'une solution définitive eût été donnée à la question des droits de justice et de police seigneuriaux, ni en général à celle de la réorganisation de l'administration locale. Cependant cette réforme semblait s'imposer à presque tous les esprits. Dans un ordre de cabinet par lequel le roi nommait Beyme grand chancelier et ministre de la justice, le 25 novembre, c'est-à-dire le lendemain de la retraite de Stein, il le chargeait « d'examiner un projet que les conseillers intimes Morgenbesser et Friesse avaient reçu la mission de rédiger sur l'abolition des juridictions patrimoniales, et lorsqu'il aurait été approuvé de veiller à son application. » Au sujet *du droit de police*, le souverain disait d'une manière très significative dans le même texte : « Je ne veux pas que les attributions de police continuent à dépendre de la possession d'une terre. La police doit, ainsi qu'il en est dans les autres

(1) KEIL, p. 85.

(2) MEIER, p. 400.

Etats, être exercée, non par les seigneurs, mais par les autorités locales ou du cercle (1). »

L'acte que la postérité a appelé « le testament politique de Stein » et qui fut adressé quelques jours après la retraite du ministre, sous forme de circulaire, aux agents de l'administration prussienne, proclamait les mêmes principes (2).

« 1° Le droit de gouverner ne peut procéder que de la puissance suprême. Lorsque le droit de déterminer et de diriger les actes d'un concitoyen, peut être acquis avec un fonds de terre, par héritage ou de toute autre manière, la puissance suprême perd de sa dignité et le sujet molesté se détache de l'Etat. Que le roi seul soit maître, en ce qui concerne les pouvoirs de police, et que ceux-là seuls exercent les droits lui appartenant, qui en ont reçu la mission par une délégation.

2° Que celui qui doit dire le droit ne dépende que de la puissance suprême. En obligeant ses sujets à chercher justice là où le juge se trouve sous la dépendance de l'adversaire, la puissance publique affaiblit elle-même la foi en l'existence d'un droit inébranlable, détruit la croyance en sa haute dignité, et le sentiment de son inviolable sainteté (3). »

(1) VON BASSEWITZ. — *Die Kurmark Brandenburg im Zusammenhange mit*, t. III, p. 630.

(2) V. le texte complet dans PERTZ, II, 310.

(3) Il semble bien que STEIN soit revenu dans la suite sur ces idées. SEELEY nous cite le passage d'un mémoire écrit à la fin de sa vie dans lequel il se montre très favorable au droit de justice et de police des seigneurs (*Life and Times of Stein*, t. III, p. 411.)

SECONDE PARTIE

LE MINISTÈRE ALTENSTEIN-DOHNA

(Novembre 1808 — juin 1810).

CHAPITRE PREMIER

PRÉPARATION DE LA RÉFORME AGRAIRE

Le ministère Altenstein-Dohna n'a pas eu l'éclat de celui de Stein. Il n'en demeure pas moins fort important pour l'histoire des institutions. C'est, en effet, pendant cette période que se préparèrent les grandes réformes qui ont illustré le nom de Hardenberg, et notamment la réforme agraire.

Depuis que Stein avait aboli le servage et apporté ainsi une grande amélioration à la condition des populations rurales, l'idée de compléter cette œuvre, en supprimant les corvées et redevances que les paysans devaient aux seigneurs, et de leur donner la propriété de leurs tenures s'était présentée à beaucoup d'esprits. Ce n'est pas assez, disait le baron de Eggers, dans une lettre ouverte que nous avons eu déjà l'occasion de citer adressée à Stein et intitulée: «*Preussens Regeneration*», ce n'est pas assez d'affranchir les paysans du lien per-

sonnel : en leur donnant la liberté, l'Etat doit leur assurer le pain, et il proposait au ministre d'abolir les corvées et les redevances et de donner, moyennant une indemnité aux seigneurs, la propriété des tenures aux paysans (1). Dans un ouvrage, d'une date un peu postérieure, un professeur de Frankfort sur l'Oder, Weber, recommandait la même réforme et s'étendait longuement sur les moyens de la réaliser (2).

Bientôt ces idées pénétrèrent dans l'administration (3), et le 29 avril 1810 (4) les conseillers de gouvernement *von Raumer* et *Heinsius* demandèrent que les tenures des paysans privés fussent transformées en propriété libre. Le ministre *von Dohna*, homme d'un esprit très large et très ouvert, accueillit favorablement cette requête et donna l'ordre d'inscrire à ce sujet quelques dispositions dans le projet que l'on préparait à cette époque au Ministère sur le partage des biens communs (5).

Les choses en étaient là, quand le Ministère *Altenstein-Dohna* dut céder la place à *Hardenberg*.

(1) V. sur cette brochure, KNAPP, I, p. 158 et s.

(2) *Über den Zustand der Landwirthschaft in den preussischen Staaten und ihre Reformen.* » Leipzig, 1808, v. KNAPP, I, p. 156 et s.

Antérieurement déjà des agronomes, comme *THAER* et *SEBALD* (entre les années 1803 et 1806) s'étaient montrés favorables à l'idée de la suppression des corvées et de la concession aux paysans de la propriété de leurs tenures, v. KNAPP, I, p. 152 et s.

(3) La question est posée par l'administration dans le *Kurmark* dès 1809, KNAPP, II, p. 225 et s.

(4) V. KNAPP, I, p. 161, II, p. 233 et s.

(5) KNAPP, I, p. 162.

CHAPITRE II

LES DROITS DE POLICE ET DE JUSTICE DES SEIGNEURS

La question des droits de police et de justice des seigneurs, restait, ainsi que nous l'avons vu, en suspens, à la chute de Stein, Schrötter ne se décidant pas à enlever aux seigneurs ces attributs de la puissance publique, Vincke, Schön et le roi lui-même se montrant, au contraire, partisans résolus de leur suppression. Elle continua à faire l'objet de nombreuses discussions et à agiter les esprits sous le Ministère Altenstein-Dohna.

Le jour même de la retraite de Stein, le 24 novembre, Schrötter répondait (1) au contre-projet de Schön (du 15 novembre) pour défendre encore une fois ses idées : « La stricte application du principe de Schön n'est pas possible, disait-il. La suppression complète de l'autorité locale du seigneur produirait un effet défavorable (2). » Et Schön dans des *Observations* du 13 décembre, tout en restant fidèle à son principe se montra moins catégorique qu'il ne l'avait été au début. « Certes, écrivait-il,

(1) « *Gegenbemerkungen zu n. r., 214. des Generaldepartements über den Plan zur Errichtung von Kreisbehörden.* »

(2) MEIER, p. 403.

je considère comme nécessaire l'abolition des droits des seigneurs ; mais cette affaire est d'une telle importance que l'on ne saurait conseiller d'en poursuivre l'exécution, à moins d'être arrivé à la persuasion la plus complète de sa nécessité (1). » Vincke lui aussi, « tout en admettant le principe que l'Etat ne peut se dépouiller des pouvoirs de police qui constituent essentiellement une émanation de la puissance exécutive et qu'une organisation aussi inconséquente que l'organisation existante ne saurait subsister », reconnaissait qu'il était dur d'obliger le seigneur, détenteur actuel du pouvoir de police, à se laisser juger et condamner par le Schulze, hier encore son sujet (2). La suppression du pouvoir local du seigneur, qui au moment de la retraite de Stein paraissait résolue, semblait donc ne pas devoir aboutir.

Le ministère et l'administration qui continuèrent à s'occuper d'une manière très active de l'organisation communale du pays plat trouvèrent toujours devant eux la question des droits politiques des seigneurs. Les très nombreux projets qui furent élaborés, à ce sujet, écartèrent, pour la plupart, résolument, toute participation, de l'aristocratie foncière à la direction des communes, tant au point de vue de la police qu'au point de vue de la justice.

(1) MEIER, p. 403.

(2) Mémoire du 19 mars 1809: *Über die Organisation des Polizeiwesens*, v. une analyse dans MEIER, p. 407 et s.

Il en est ainsi des plans qui prétendaient étendre aux campagnes l'organisation si libérale que Stein avait donnée aux villes (1) — plans de Vincke (2), de Mukel (3), de Köhler (4), comme de ceux qui voulaient emprunter à la France la constitution de ses communes — plan de Borsche (5). Mais aucun de ces projets n'aboutit et on a le sentiment que la cause profonde de leur échec, ce fut précisément la question des droits des seigneurs. Le conseiller d'Etat Friese le comprenait fort bien quand, dans un mémoire critique sur les plans de Köhler (6), il faisait remarquer que toute tentative d'ex-

(1) Edit du 19 novembre 1808 qui donnait aux villes l'autonomie.

(2) Mémoire du 25 mars 1809 : « Promemoria betreffend die Gemeindeverfassung auf dem platten Lande. » On en trouve une analyse dans Keil, p. 98. Il chargeait un « Schulze », nommé à l'élection par les membres de la commune, d'exercer la police et, ce qui était fort hardi, comprenait les biens nobles dans l'organisation communale.

(3) « Bemerkungen zu dem Entwurf Schuttez » du 9 mai 1809.

(4) Mémoire du 27 septembre 1809 reproduit *in extenso* par Keil, appendice F., p. 22 et s. La commune comprend tous les biens, même les biens nobles. Le § 8 dit expressément : « Il n'est pas permis aux seigneurs d'exercer sur les communes rurales des droits qui seraient contraires au présent règlement communal. Mais leurs droits privés à des prestations et des redevances restent entiers. » Köhler recommandait seulement en principe de choisir l'*Oberschulze*, la seule autorité communale dont la nomination fût réservée à l'Etat, parmi les seigneurs, de peur, disait-il, que ceux-ci ne trouvassent cette organisation trop *révolutionnaire*.

(5) « Entwurf zur Organisation der Dorfgemeinden » reproduit *in extenso* par Keil, appendice E, p. 12. Un maire « Schultheiss », chargé de la police, était nommé par l'Etat.

(6) « Über die Entwürfe des Herrn Staatsrats Köhler zu einer

tension de l'organisation municipale des villes aux campagnes était condamnée par avance « parce qu'elle ne tenait aucun compte, ni des droits des seigneurs, ni surtout, de la dépendance économique en laquelle ils avaient placé les populations rurales » (1). Friesse avait raison. Il était vain de chercher à briser le pouvoir politique des seigneurs, quand on laissait subsister leur suprématie économique ; il était vain de tenter de soustraire les communes rurales à l'autorité administrative des Rittergüterbesitzer, quand, par la constitution de la propriété, par la précarité de leurs droits à la terre, par les nombreuses corvées et redevances qu'ils leur devaient, les paysans continuaient, en fait, à rester placés sous « leur autorité sociale » (2).

En réalité ces tentatives de suppression des pouvoirs politiques des seigneurs étaient prématurées. Elles n'avaient de chance de réussir que lorsque le régime même de la propriété serait transformé, lorsque les populations rurales seraient devenues propriétaires et propriétaires libres dégagés de tous liens envers les

ländlichen Gemeinde und einer standischen Verfassung», 15 octobre 1809.

(1) KEIL, p. 101. D'ailleurs, Dohna lui-même, dans le plan qu'il fut amené à faire, au mois de juillet 1810, sous le ministère Hardenberg, reconnut l'autorité du seigneur, en disant que dans les villages de tenanciers le seigneur était « l'Oberschulze naturel » et que par conséquent il devait avoir le droit de nommer le Schulze. KEIL, p. 96.

(2) V. BORNBAK. Die Bauernbefreiung u. die Gutsherrlichkeit in Preussen. *Preussische Jahrbücher*, 1888, p. 281 et s.

seigneurs, lorsque l'affranchissement du sol aurait suivi l'affranchissement des personnes.

Or, l'idée d'une semblable réforme venait seulement, nous l'avons vu, de pénétrer dans les esprits de certains administrateurs d'élite et des projets commençaient à s'ébaucher, quand tomba le ministère Altenstein-Dohna.

TROISIÈME PARTIE

LE MINISTÈRE DE HARDENBERG

CHAPITRE PREMIER

LE PRINCIPE DE L'ÉGALITÉ DEVANT L'IMPÔT

La noblesse de Prusse était privilégiée en matière d'impôts. L'un de ses privilèges, le plus important assurément, l'exemption de l'impôt foncier, remontait aux temps les plus anciens de la féodalité et se retrouvait dans tous les pays d'Ancien Régime.

Le Margrave de Brandebourg avait concédé au chevalier un domaine d'une certaine étendue, le bien noble, en échange du service armé (service à cheval) auquel il était tenu, et il avait renoncé en même temps à percevoir sur ce fief la redevance que lui devaient toutes les terres (le Zins, la Bede) (1). L'exemption de l'impôt nous apparaît ainsi, à l'origine, comme la juste compensation d'un très réel service que le seigneur rendait à l'Etat ; elle était d'ailleurs étroitement limitée à une étendue de terre fort restreinte, à six Hufen (manses) pour le cheva-

(1) LAVISSE. Etude sur l'une des origines de la Monarchie Prussienne ou la Marche de Brandebourg sous la dynastie Ascanienne, p 201.

lier, à quatre pour l'écuyer, Knappe (1); si le bien noble s'était agrandi, il était frappé, pour les parties qui dépassaient cette mesure, comme les champs des simples paysans.

Mais, avec le temps, l'exemption ne tarda pas à devenir singulièrement exorbitante.

D'abord, la noblesse de la Marche, devenue fort puissante, obtint que la restriction primitive de l'impôt, à six Hufen de terre pour le chevalier, à quatre pour le écuyer disparût : les domaines entiers de la noblesse qui commençaient à devenir considérables furent ainsi affranchis de tout impôt (2).

Ensuite, la transformation qui s'est opérée dans tous les Etats, au sortir du moyen âge, s'est produite dans la Marche ; des troupes mercenaires se sont substituées aux chevaliers. Dès lors le privilège perdit sa raison d'être.

Cependant, dans les Marches, l'exemption de l'impôt foncier subsista et nous le retrouvons encore à l'époque des Réformes qui font l'objet de cette étude (3).

(1) BORNHAK. — *Die Entstehung des Rittergutsbesitzes in den Landern ostlich der Elbe. Forschungen zur deutschen Geschichte*, t. XXVI, p. 131.

(2) V. d'après le Landbuch de 1337 pour la Neumark, des biens de 30 manses sont affranchis de tout impôt. V. BORNHAK, *op. c.*, p. 134.

(3) L'aristocratie foncière était seulement soumise à une contribution assez légère, les Lehnpfirdegelder, que Frédéric-Guillaume I^{er} avait réussi à lui imposer au commencement du XVIII^e siècle, quand il allodialisa les biens nobles. C'était, ainsi que l'indique le nom, une compensation pour les chevaux que le seigneur devait fournir en cas de guerre, au temps de la féo-

Ce privilège qui existait encore en Poméranie avait, il est vrai disparu dans quelques-unes des provinces qui furent successivement réunies à la Marche, et notamment dans la Prusse orientale, où l'administration royale avait au commencement de 1801, réussi à établir le principe de l'égalité devant l'impôt foncier (1), mais c'était une satisfaction purement platonique, un simple hommage rendu à la justice, car, s'il faut en croire les historiens allemands, la répartition de l'impôt, fort défectueuse, favorisa toujours la noblesse (2).

La nécessité de mettre fin à ce régime d'inégalités, était sentie de tous les esprits au début du siècle. « Le moment est venu de faire une pareille constitution (la suppression du privilège en matière d'impôt foncier), ou de reconnaître que nous ne comprenons pas notre temps », disait un avis du gouvernement de la *Kurmark* en juin 1810 sous le ministère Altenstein-Dohna.

Et lorsque Hardenberg entreprit les grandes réformes fiscales qui ont marqué le commencement de son

égalité. Mais cet impôt était loin d'être aussi élevé que l'impôt foncier (GRUNDSTEUER), de sorte que si l'exemption avait ainsi disparu (et seulement pour une partie des biens nobles de la Monarchie, car l'aristocratie de certaines régions n'était pas soumise aux *Lehnpferdgelder*), il subsistait une inégalité très grande. V. BORNHAK, *Die preussische Finanzreform von 1810. Forschungen zur Brandenburgischen u. preussischen Geschichte*, t. III, p. 236.

(1) V. sur cette réforme MAMROTH, p. 272.

(2) MAMROTH, p. 242, 275. V. aussi CAVAIGNAC, t. II, p. 56.

(3) BORNHAK, *op. cit.*, p. 248.

ministère, il fut établi en principe que les privilèges en matière d'impôt foncier disparaîtraient. La Commission qui était chargée de préparer les projets, insistait longuement sur ce point dans un rapport de juillet 1810 et rappelait que si la noblesse de France avait renoncé plus tôt à ses privilèges, la Révolution aurait été peut-être évitée (1). Hardenberg lui-même, disait dans un de ses programmes financiers d'août 1810 (2) que son intention était « d'établir la *Grundsteuer* sur toutes les terres sans exception », et dans un écrit d'une date un peu postérieure, « qu'il était conforme à l'esprit du temps, de soumettre à l'impôt les terres jusqu'alors exemptées » (3).

L'Edit du 27 octobre 1810 qui est en quelque sorte un programme des réformes que projetait le gouvernement prussien annonçait en termes formels l'abolition du privilège (4). « Toutes les exceptions qui sont contraires à la justice et à l'esprit de l'administration des Etats voisins doivent tomber. Toutes les terres, sans exception seront imposées. » Cependant cette promesse ne fut pas réalisée : la *Grundsteuer* subsista pendant une partie de ce siècle avec ses privilèges et ses inégalités d'un autre âge (5).

(1) MAMROTH, p. 194.

(2) « *Grundzüge meines Finanzplans nach den neueren Erwägungen* » MAMROTH, p. 207.

(3) Septembre 1810, MAMROTH, p. 211.

(4) MAMROTH, p. 217.

(5) BORNHAK, p. 262.

En ce qui concerne cependant d'autres impôts, notamment les droits de douanes et les impôts de consommation, Hardenberg soumit la noblesse au droit commun, en abolissant les anciennes exemptions dont jusque là elle avait joui (1).

Au reste, la réforme fiscale de Hardenberg, si on la considère dans son principe, a une très grande importance en ce qu'elle met fin définitivement à la structure toute féodale de l'ancienne société prussienne, la division de la population en classes et sous ce rapport elle continue et achève l'œuvre de fusion entreprise par Stein dans son édit du 9 octobre 1807.

Jusqu'à Hardenberg, en effet des impôts différents frappaient les paysans et les bourgeois, les premiers payant l'impôt foncier, les autres un impôt de consommation, l'accise. S'il n'avait pas été réservé à Hardenberg de briser les inégalités en supprimant la plus choquante des exemptions des seigneurs, celle de l'impôt foncier, il lui appartenait du moins d'uniformiser en une certaine mesure le système fiscal en étendant l'accise des villes aux campagnes (3).

(1) MAMROTH, p. 422. BORNHAK, *Geschichte des preussische Verwaltungsrechts*, III, p. 175.

(2) Edit., 28 octobre 1810. BORNHAK, *op. cit.*, III, p. 175.

(3) Les lois fiscales de Hardenberg abolissaient enfin un autre souvenir de la féodalité : les banalités des seigneurs : monopole de la mouture, de la distillerie, de la fabrication de la bière (Edikt. 28 octobre 1810 « *Wegen der Mühlengerechtigkeit u. Aufhebung des Mühlenzwangs, des Bier u. Branntweinzwangs in der ganzen Monarchie* », MAMROTH, p. 433 et 434.

CHAPITRE II

LA RÉFORME AGRAIRE

A la chute du ministre Altenstein-Dohna, la grande réforme qui devait supprimer les redevances et les corvées, donner aux paysans la *propriété* de leurs tenures et accomplir ainsi dans l'organisation sociale de la Prusse une réforme d'une immense portée, était, ainsi que nous l'avons vu, décidée, et les grandes lignes en avaient été tracées dans un projet de partage des biens communs, en préparation à cette époque. Il était réservé à Hardenberg de la faire aboutir et cette œuvre, entre toutes celles qu'il a accomplies, a valu au grand ministre la place considérable qu'il occupe dans l'histoire de son pays.

Une pareille transformation constituait en réalité, il importe de s'en bien rendre compte, une très profonde révolution dans l'ordre des choses existant. Il faut, pour en mesurer exactement la portée, renoncer à la comparer, comme on en serait d'abord facilement tenté, avec la transformation, analogue en apparence, très différente, au fond, qu'ont opérée en France la nuit du

4 août d'abord, les Assemblées Constituante et Législative, ensuite, par l'affranchissement du sol.

L'œuvre accomplie en France fut seulement une œuvre de libération de la terre ; elle dégageait ce qui avait été autrefois la tenure, mais ce qui était devenu, en fait et même en droit, la propriété du paysan, des nombreuses charges et redevances, derniers vestiges de la seigneurie et des temps féodaux qui pesaient sur elle. A la propriété *serve*, elle substituait la propriété *libre*, et certes ce fut un grand bienfait pour les populations rurales.

L'œuvre qu'allait opérer Hardenberg était d'une toute autre nature. En Prusse, le démembrement de la seigneurie, l'évolution si remarquable qui, en France, avait conduit le paysan de la tenure à la propriété ne s'était pas produit. Le droit du paysan au sol qu'il cultivait, bien loin de s'affirmer, était, avec le temps, devenu de plus en plus précaire. La seigneurie, bien loin de se démembrer, s'était au contraire étendue (1). Le seigneur ne cessait de prétendre à la propriété de toutes les terres, et ce sentiment de propriété était si profondément enraciné chez lui que s'il tolérait l'existence des tenures de paysans, tenures non héréditaires cependant, en général, c'était parce que les rois l'y obligeaient (2) : après même l'édit du 9 octobre 1807, il avait pensé trouver l'occasion favorable pour se sous-

(1) V. l'introduction, p. 8.

(2) V. p. 9.

traire à cette obligation gênante et éliminer définitivement les tenures (1).

Hardenberg, en constituant la propriété des paysans par les lois que nous aurons à étudier, allait démembrer de force les terres des seigneurs, exproprier les grands propriétaires pour en créer de petits. La réforme agraire envisagée sous cet aspect prend le caractère d'une très curieuse révolution sociale, rappelant bien par certains côtés, sans pouvoir leur être identifiée absolument, les célèbres « Lois agraires » de Rome, qui retirèrent aux patriciens une partie des terres usurpées sur l'ager publicus, pour les distribuer entre les citoyens pauvres et reconstituer par ce moyen la petite propriété agricole disparue devant les latifundia (2) (3).

Le caractère révolutionnaire de cette législation frappa les contemporains. Nous relevons dans un opuscule écrit quelques années plus tard, en 1821, par un homme qui appartenait, sans doute, au parti aristocratique, mais était d'un esprit fort libéral et se montrait très favorable aux réformes de Stein, M. Von Bülow-Cümmerow, cette phrase caractéristique (4) : « A côté

(1) V. p. 18 et 19.

(2) MISPOULET, *Les Institutions politiques des Romains*, t. II, p. 218.

(3) Les auteurs allemands et notamment KNAPP s'attachent à voiler ce caractère de la législation de Hardenberg, p. 322 et s.

(4) V. BÜLOW-CÜMMEROW, *Über die Verwaltung des Staatskanzlers Fürsten von Hardenberg*, 1821.

Déjà en 1814 le même auteur écrivait (*Mittel zur Erhaltung*

de ses avantages, on ne saurait nier que cette législation n'ait eu de graves inconvénients dont il importe de conjurer les suites. Je considère comme tel, tout d'abord, l'effet moral produit sur la grande masse du peuple par ce fait que le gouvernement a fait don aux paysans de quelque chose qui en somme ne lui appartenait pas. Il est trop agréable de goûter au fruit défendu pour que cet exemple n'éveille pas l'appétit des autres. »

Aussi Stein blâma-t-il la législation agraire et se défendit-il d'y avoir pris aucune part (1). Il en fut de même de Schön (2), dont cependant les idées très libérales étaient taxées de « jacobines » par les contemporains.

Dès son arrivée au ministère, Hardenberg marqua la ferme volonté de faire aboutir la réforme agraire dont il trouvait le plan parmi les nombreux projets de législation ébauchés par ses prédécesseurs. Il fit disjoindre ce projet de celui du partage des biens communs, auquel il était, nous l'avons vu, associé et chargea des travaux préparatoires une commission composée de Raumer, Borsche, Beuth et Ladenberg (3). Il n'est pas sans

der Grundbesitzer, 1814, p. 11) : « Par la concession de la propriété des tenures à ceux qui ne les possédaient que temporairement on a pris au seigneur son bien. »

(1) PERTZ, VI, II, *Appendices*, p. 165. SEELEY, II, p. 187.

(2) V. la lettre qu'il écrivit le 23 octobre 1811 au Conseiller d'Etat GRUNER. KNAPP, I, p. 128.

(3) KNAPP, I, p. 162.

intérêt de connaître dans ses grandes lignes le premier plan élaboré par cette commission (1).

Les tenanciers, héréditaires ou viagers, devenaient *propriétaires* de leurs tenures, auxquelles le seigneur perdait tout droit, sans recevoir la moindre indemnité. Quant aux charges : redevances et corvées que, dans l'organisation ancienne, le paysan devait en échange de la concession du sol qui lui était faite par le seigneur, on devait établir pour chaque bien un compte de ces charges et en même temps des obligations des seigneurs, faire la balance, et si après un an le règlement ne s'était pas opéré à l'amiable, l'Etat interviendrait pour imposer la liquidation, en obligeant celle des parties, au détriment de laquelle le compte se soldait, à en payer à l'autre le reliquat.

Le projet de la commission allait beaucoup plus loin : il visait à attribuer la *propriété* aux simples *fermiers* (2), et ici nous apparaît plus clairement la portée de la transformation agraire que l'on préparait. Ce que l'on voulait, ce n'était pas reconnaître aux paysans par la loi un droit à la terre, existant en fait, au moins, à leur profit — les fermiers pouvaient-ils prétendre à un droit au sol ? — mais bien opérer un véritable déplacement de propriété. L'État, agissant en sa toute-puissance, avait décidé de constituer de petits propriétaires sur le

(2) KNAPP, I, p. 162.

(1) KNAPP, I, p. 163.

sol prussien et il procédait à cette création en taillant résolument dans les biens des seigneurs (1).

La commission, sans doute, ne proposait pas de concéder aux fermiers la propriété des terres affermées, comme elle attribuait aux tenanciers la propriété de leurs tenures, mais elle offrait aux seigneurs de le décharger de l'obligation légale d'entretenir l'exploitation rurale, s'il abandonnait en pleine propriété au fermier la moitié des terres qu'il cultivait.

Ce projet si radical fut soumis à l'*Assemblée des députés du pays* (2). Or cette assemblée qui constituait un premier essai d'organisation représentative était en réalité, quoique composée des divers éléments de la société : nobles, bourgeois, paysans, à l'entière discrétion de l'aristocratie. Très hostile à Hardenberg et à la réforme agraire, elle fit subir au projet de nombreuses modifications qui en modifièrent le caractère et en atténuèrent singulièrement la portée.

En vain Scharnweber, le collaborateur très actif de Hardenberg, s'attachait-il fort habilement, en présentant le projet à l'Assemblée, à faire ressortir que la réforme

(1) SCHARNWEBER le reconnaissait en effet quelques années plus tard : les paysans non héréditaires et les fermiers disait-il n'ont aucun droit à la concession de la propriété, c'est par des considérations religieuses, morales et politiques que cette concession de la propriété leur a été faite, *Gutachten an den Staatskanzler vom 25 décembre 1815*, v. KNAPP, I, p. 168.

(2) Cavaignac, II, p. 86.

ne serait pas sans avantages pour l'aristocratie foncière, que la perte du droit de propriété éminent sur les tenures la déchargerait de certaines obligations, notamment de la responsabilité en matière d'impôt pour les terres des paysans insolvable ; en vain prit-il soin de cacher le désir de l'administration de voir les fermiers se transformer en propriétaires. L'aristocratie foncière sentit cruellement combien la loi qui se préparait porterait préjudice à ses intérêts ; l'abolition des corvées et des services, surtout, l'effraya (1). « Si, disaient les propriétaires nobles du *cercle de Stolpe* dans une protestation qu'ils adressaient à Hardenberg, le paysan devient propriétaire, où le seigneur prendra-t-il des travailleurs pour cultiver ses terres ? La suppression du servage déjà, a apporté un trouble très grand, nous avons supporté ce sacrifice sans murmurer. Mais si les paysans deviennent propriétaires, les bras manqueront... Nos biens deviendront un enfer pour nous, quand nous aurons pour voisins des paysans, propriétaires indépendants » (2).

(1) Elle se résignait encore à perdre son droit de propriété qui en fait restait théorique, la loi interdisant d'absorber les tenures. CAVAIGNAC, p. 88. Elle tenait cependant à affirmer ce droit. Nous lisons, en effet, dans une protestation adressée par la noblesse du cercle de Stolpe (la même que celle que nous allons citer dans le texte) ces mots : « Il est contraire aux principes de la justice de nous forcer à donner en propriété à nos tenanciers de grandes parcelles de nos terres. » KNAPP, II, 274.

(2) KNAPP, II, p. 274.

L'Assemblée que conduisait l'aristocratie était trop faible, sans doute, en face d'un gouvernement tout puissant pour rejeter absolument le projet de Hardenberg, elle fut assez forte cependant pour faire accepter par le ministre des modifications singulièrement importantes au plan qu'avait présenté Scharnweber en son nom. Le projet primitif, ainsi que nous l'avons vu, pour supprimer les corvées et les services dus par les paysans, ordonnait d'établir pour chaque bien un compte de ces charges et des obligations des seigneurs, de faire la balance et d'obliger celle des parties au détriment de laquelle le compte se soldait à en payer à l'autre le reliquat. Cette manière de procéder était très équitable ; elle mesurait dans chaque cas l'indemnité à la perte éprouvée par le règlement et prévoyait, du reste, que l'indemnité pourrait être due au paysan aussi bien qu'au seigneur. L'Assemblée fit admettre un tout autre principe. Partant du point de vue que la suppression des corvées, des redevances et des services constituait toujours une perte pour le seigneur, elle décida le gouvernement à insérer dans le projet que le paysan serait toujours tenu d'indemniser le seigneur. En ce qui concerne la fixation même de l'indemnité, l'Assemblée se montra plus arbitraire encore : elle ne voulut pas, en effet, que la somme due par le paysan au seigneur pour le rachat des services, redevances et corvées (car il s'agissait bien maintenant d'un rachat) fût déterminée dans chaque cas particulier : elle détermina une indemnité

normale (Normalentschädigung), toujours la même et qui par ce fait même devait entraîner beaucoup d'injustices. L'aristocratie sut enfin trouver dans le mode même de l'indemnité qu'elle fit adopter par le gouvernement un moyen d'agrandir ses domaines : elle décida, en effet, que cette indemnité consisterait toujours en terres ; soit un tiers des terres pour les tenanciers héréditaires, la moitié pour les tenanciers non héréditaires (1) et les fermiers (2).

Le projet ainsi amendé fut soumis à la signature du roi et devint l'Édit du 14 septembre 1811 (3).

L'Édit du 14 septembre 1811 mérite la grande place que la postérité lui a marquée dans l'histoire des institutions de la Prusse ; il a permis aux populations rurales de ce pays de se libérer des corvées et services qui pesaient si lourdement sur elles et a fondé l'une des grandes assises des sociétés modernes : la petite propriété libre. « C'est un événement européen. Bien des millions d'hommes béniront encore dans plusieurs siècles, les noms de Frédéric-Guillaume, et de Hardenberg, » disait avec clairvoyance un petit fonctionnaire de province (4).

(1) Les tenanciers non héréditaires étaient, nous le rappelons, les plus nombreux dans la monarchie prussienne.

(2) L'assemblée, grâce surtout à l'habileté de SCHARNWEBER qui tenait par-dessus tout à cette disposition, admettait la concession de la propriété aux *fermiers*.

(3) Edikt die Regulierung der gutsherrlichen und bäuerlichen verhältnisse betreffend.

(4) Häse, KNAPP, I, p. 171.

CHAPITRE III

LE « GENDARMERIE-EDIKT » DU 30 JUILLET 1812

Hardenberg avait, par la réforme agraire, permis aux paysans de substituer au droit précaire à la terre un droit de propriété et de s'affranchir des corvées et des services qu'ils devaient aux seigneurs : le lien de dépendance qui avait si longtemps rattaché le paysan au seigneur était ainsi rompu. Dès lors, une autre œuvre rendue désormais plus facile, s'imposait : la suppression des pouvoirs politiques des seigneurs, la réorganisation de l'administration du pays plat.

L'acte du 30 juillet 1812 (1) qui est connu en Allemagne sous le nom de Gendarmerie-edikt, était destiné à accomplir cette réforme.

Le pays devait se diviser désormais en cercles *kreise*, à la tête desquels seraient placés des *directeurs*, « *kreisdirector* », qui remplaceraient les *Landrätthe*, et ici l'édit portait déjà une première atteinte aux anciens droits des Ritter

(1) V. le texte de l'édit. On le trouve notamment dans les *Ausgewählte Urkunden zur brandenburgisch-preussischen Verfassungsgeschichte* de Altmann, Berlin, 1897, II, p. 66.

güterbesitzer, car l'aristocratie foncière avait conservé le droit de *présenter* le Landrath à la nomination du roi ; le Kreisdirector était au contraire librement choisi par l'Etat. Ce Kreisdirector que l'on pourrait comparer au sous-préfet français (1) était l'administrateur en chef du cercle ; son action s'étendait et sur les villes et sur les campagnes (2). Au-dessous de lui et sous sa surveillance le *Schulze* exerçait l'administration du village, administration dont était ainsi dépouillé le seigneur. L'édit cependant réservait au seigneur un droit de contrôle et même la faculté de se substituer au Schulze dans des cas pressants (3).

L'Edit, dès sa promulgation, rencontra la plus vive opposition de la part de l'*Assemblée des Nationalrepresentanten*, alors réunie à Berlin, et notamment on se plaignit très vivement de l'abolition de la juridiction patrimoniale et du droit de police des seigneurs (4). Il était conçu d'ailleurs en des termes obscurs et il ne semble pas que l'on ait jamais cherché à l'appliquer sérieusement (5).

(1) BORNHAK. — *Preussische Jahrbucher*, 61, p. 283.

(2) V. § 33 et 34 de l'édit.

(3) V. § 39.

(4) MEIER, p. 442 ; KEIL, p. 110.

(5) V. LANCIZOLLE. — *Über Königthum*, p. 307. Von BULOW-CUMMEROW, *Über die Verwaltung des Staatskanzler Fürsten v. Hardenberg*, p. 79, prétend que l'application aurait été tentée surtout en Poméranie.

Une seule partie de l'édit, celle qui organisait la gendarmerie fut appliquée.

Un ordre de Cabinet signé de Paris en 1814 décida qu'il serait soumis à un nouvel examen ; il n'en fut plus jamais question (1).

(1) Il fut abrogé formellement quelques années plus tard, seulement MEIER, p. 444.

CONCLUSION

Ici s'arrête l'époque, fameuse dans l'histoire, des Réformes de Stein et de Hardenberg. Les divers actes qui ont marqué cette période ont porté une profonde atteinte à la constitution de la Vieille Prusse, à la structure toute féodale de la société, au système seigneurial. Ils ont abattu les barrières qui s'élevaient entre les diverses classes de la société, opéré la fusion entre les castes. Ils ont tenté, au moins, de dépouiller la noblesse du moins justifié de ses privilèges, de l'exemption en matière d'impôts, édicté le principe de l'égalité. Ils ont enlevé aux seigneurs le droit d'avoir des serfs, établi la liberté personnelle de tous les sujets du royaume ; ils leur ont arraché le sol qu'ils étaient seuls à posséder, fondé la petite propriété, la propriété du paysan. Ils ont enfin brisé les pouvoirs politiques des seigneurs, proclamé le grand principe des sociétés modernes que seul l'Etat doit détenir les attributs de la souveraineté.

Si importantes qu'elles fussent, ces réformes n'ont pas détruit la féodalité en Prusse. L'aristocratie en ce pays était restée trop puissante, elle occupait dans l'ad-

ministration et le gouvernement une place trop grande, pour ne pas tenter de reprendre les avantages qu'on lui retirait.

Quand l'invasion eut cessé, quand les dangers, qui avaient menacé l'indépendance du pays furent écartés, la nécessité de régénérer l'Etat, apparut comme moins pressante, une réaction se produisit, favorisée même en une certaine mesure, par le roi Frédéric-Guillaume. Les grandes lois que nous avons étudiées furent remaniées, leurs effets atténués, leur portée fut restreinte, et sur bien des points les progrès qu'elles avaient réalisés furent remis en question.

Il en fut ainsi tout d'abord de la réforme agraire.

L'édit du 14 septembre 1811, en permettant aux paysans de se racheter des services et corvées et en leur concédant la pleine propriété des tenures, enlevait aux seigneurs la main-d'œuvre gratuite au moyen de laquelle ils exploitaient leurs domaines et leur prenait leurs terres. L'aristocratie foncière sentit vivement la perte qu'elle faisait et le préjudice qui était porté à ses intérêts. Aussi s'attacha-t-elle, d'abord, à retarder l'application de l'édit et obtint, en effet, du ministre de la Justice, M. de Schuckmann, en 1815, un premier ajournement (1). Elle décidait, en même temps Hardenberg dès 1814, à soumettre l'édit aux Landesrepresentanten, pour le remanier (2). Le chancelier, en y consentant avait

(1) KNAPP, I, p. 179.

(2) KNAPP, I, p. 180, II, p. 357.

ajouté expressément « qu'il ne pourrait être question d'abolir ni de modifier l'Edit dans ses points essentiels ». L'Assemblée, néanmoins, le transforma profondément (1) et en fit la *Déclaration du 29 mai 1816* dont la portée est singulièrement plus restreinte que celle de l'Edit. L'Edit de 1811 donnait à tous les tenanciers, sans distinction (et aux fermiers), la faculté de se libérer des services et corvées et de devenir propriétaires ; la Déclaration limita, au contraire, étroitement cette faculté à certaines catégories de paysans, peu nombreuses, qu'elle déterminait avec soin (2).

Par le fait de ces restrictions et des conditions diverses inscrites dans la Déclaration, la Réforme agraire, commencée avec succès, ne se poursuivit qu'avec lenteur et ne donna que des résultats peu importants.

L'organisation du bien noble, les tenures, les tenanciers assujettis aux corvées subsistèrent en Prusse. L'œuvre de Hardenberg ne fut reprise que bien plus tard, après les secousses de la Révolution de 1848, par les lois du 2 mars 1850 (3). A cette époque, seulement, s'est réalisé le rêve des réformateurs de 1811 : la constitution de la propriété du paysan.

La loi qui retirait aux seigneurs les attributs de la

(1) KNAPP, I, p. 181.

(2) V. les détails dans KNAPP, I, p. 184 et s. Pour qu'une tenure pût être transformée en propriété et affranchie des services et corvées, elle devait être exploitée avec un attelage par le tenancier (*spannfähig.*), cadastrée, etc...

(3) KNAPP, I, p. 233.

souveraineté la justice et la police patrimoniales, « le Gendarmerie-edikt » de 1812, accomplissant ainsi une réforme dont, la nécessité avait été si clairement reconnue par Stein, par Hardenberg et leurs collaborateurs, eut une existence encore plus éphémère et des effets infiniment plus restreints que l'Edit de 1811. Suspendu, dès 1814, il n'avait reçu qu'un commencement d'application et dans certaines régions seulement (1). Les propriétaires des biens nobles continuèrent donc à exercer la justice et la police (2). L'aristocratie vit même dans ces droits l'un de ses privilèges les plus précieux et les défendit jalousement contre les attaques, dont, à maintes reprises, ils furent l'objet (3). La Révolution de 1848 abolit ces survivances des temps passés, remplaça les justices sei-

(1) V. von BULOW-CUMMEROW. — *Über die Verwaltung der Staatskanzlers Fürsten von Hardenberg*, p. 79.

(2) Il est nécessaire de distinguer ici les provinces orientales de la Prusse des provinces occidentales qui furent réunies à la Prusse après le Congrès de Vienne. Dans ces dernières, l'organisation féodale dont les survivances avaient été d'ailleurs moins persistantes que dans les régions de l'Est fut abolie par la législation française qui y avait été en vigueur durant la période napoléonienne. (V. BORNHAK, *Preussische Jahrbücher*, t. LXI, p. 281.)

(3) Par exemple les Etats de Poméranie se plaignaient vers 1825 de ce que le tribunal de Coslin n'eût confirmé les juges patrimoniaux que « pour le temps où les tribunaux patrimoniaux continueraient à exister ». Le Landtag prussien de 1843 se montrait disposé à consentir à la suppression de la justice patrimoniale, mais non au droit de police qui est le plus important. (V. LANCIOLLE, *Über Königtum u. Landstände in Preussen*. L'auteur qui était professeur à l'Université de Berlin défend ces droits des seigneurs. V. p. 207.

gneuriales par des tribunaux d'Etat et rendit au gouvernement l'administration du pays plat (1). Mais cette suppression, définitive pour les pouvoirs de justice patrimoniale, ne le fut pas pour les pouvoirs de police, qui furent restitués aux seigneurs peu d'années plus tard. Ce privilège du propriétaire du bien noble prit même dès lors un caractère particulièrement exorbitant. Les lois de mars 1850 avaient eu pour effet de rompre le lien qui attachait le tenancier au seigneur, de l'affranchir des corvées et services, de le rendre propriétaire des terres qu'il cultivait. Par une étrange anomalie, ce paysan désormais indépendant, maître de ses biens et qui aurait pu en droit se prétendre l'égal du seigneur, restait cependant en fait placé sous sa direction, sous son autorité politique, comme au temps où simple serf, tenancier du bien noble, il n'était guère qu'un serviteur « ein angesiedeltes Gesinde ». C'est à une époque très rapprochée de la nôtre, en 1872, que la loi mit fin à ce singulier état de chose « *La police sera exercée au nom du Roi; le pouvoir de police seigneurial est aboli* » dispose la Kreisordnung de 1872 (2), loi fondamentale pour l'administration des provinces prussiennes. La souveraineté des seigneurs fut ainsi brisée. Les campagnes furent soustraites à l'autorité des Rittergüterbesitzer et rendus à l'administration de l'Etat.

(1) V. BORNHAK. — *Geschichte des preussischen Verwaltungsrechts*, III, p. 372.

(2) § 46.

Avec la suppression du pouvoir de police patrimonial se clôt l'histoire de la féodalité en Prusse ; des temps anciens, il reste cependant un vestige ou plutôt un souvenir. Le voyageur qui a parcouru les régions du Nord-Est connaît les immenses domaines de Poméranie, de Silésie, de la province de Prusse orientale. Ce sont les Rittergütter, les anciens bien nobles ; ils s'étendent à perte de vue, renferment parfois des centaines d'habitants, des villages entiers. Or, les Rittergüter ne sont pas englobés dans l'organisation communale ; ils demeurent indépendants, administrés de droit par le seigneur sous l'autorité duquel sont placés les habitants.

En cette mesure, le propriétaire de bien noble reste par le seul fait de sa propriété détenteur de certains attributs de la souveraineté.

Vu : LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
ESMEIN.

Vu : LE DOYEN,
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :
LE VICE-RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
GRÉARD.

BIBLIOGRAPHIE

- ALTMANN. — Ausgewählte Urkunden zur Brandenburgisch-Preussischen Verfassungs- und Verwaltungsgeschichte, 1897.
- VON BASSEWITZ. — Die Kurmark Brandenburg im Zusammenhang mit dem Schicksale des Gesamtstaats Preussen während der Zeit vom 22. Oktober 1806 bis zu Ende des Jahres 1808. Leipzig, 1845.
- Die Kurmark Brandenburg, ihr Zustand und ihre Verwaltung, unmittelbar vor dem Ausbruche des Französischen Kriegs im Oktober 1806. Leipzig, 1847.
- BORNHAK. — Geschichte des preussischen Verwaltungsrechts. Berlin, 1884.
- Die Bauernbefreiung und die Gutsherrlichkeit in Preussen. *Preussische Jahrbücher*, 1888, t. LXI.
- Die preussische Finanzreform von 1810. *Forschungen zur Brandenburgischen und Preussischen Geschichte*, t. III.
- Des Réformes de Stein et de Hardenberg en Prusse *Revue de droit public et de la science politique*, 1898, t. II.
- VON BÜLOW-CÜMMEROW. — Über die Verwaltung des Staatskanzlers Fürsten von Hardenberg, 1821.
- CAVAIGNAC. — La formation de la Prusse contemporaine.
- I. Les origines. Le ministère de Stein, 1891.
- II. Le ministère de Hardenberg. Le soulèvement, 1898.

- La féodalité en Prusse à la fin du XIX^e siècle. *Revue de Paris*, 1^{er} mars 1894.
- KEIL. — Die Landgemeinde in den östlichen Provinzen Preussens. Schriften des Vereins für Sozialpolitik, XLIII. Leipzig, 1890.
- KNAPP. — Die Bauernbefreiung und der Ursprung der Landarbeiter in den älteren Theilen Preussens. Leipzig, 1887.
- Die Landarbeiter in Knechtschaft und Freiheit. Leipzig, 1891.
- Leibeigenschaft im östlichen Deutschland. *Preussische Jahrbücher*, 1891.
- KOSER. — Die Preussische Reformgesetzgebung in ihrem Verhältniss zur französischen Revolution. *Historische Zeitschrift*. Neue Folge, t. XXXVII.
- LANCIZOLLE. — Über Koenigthum und Landstände in Preussen. Berlin, 1846.
- MAMROTH. — Geschichte der preussischen Staatsbesteuerung.
- MEIER. — Die Reform der Verwaltungsorganisation unter Stein und Hardenberg. Leipzig, 1881.
- PERTZ. — Das Leben des Ministers Freiherrn von Stein. Berlin, 1849-55.
- RANKE. — Denkwürdigkeiten des Staatskanzlers Fürsten von Hardenberg, 1877.
- SCHÖN. — Das Recht der Kommunalverbände in Preussen. Leipzig, 1897.
- SEELEY. — Life and times of Stein or Germany and Prussia in the Napoleonic age Cambridge, 1878.
- TREITSCHKE. — Deutsche Geschichte, 1881.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — Constitution sociale de la Prusse avant les réformes.....	1

PREMIÈRE PARTIE

LE MINISTÈRE DE STEIN.....	17
CHAPITRE I. — L'Edit du 9 octobre 1807.....	17
CHAPITRE II. — L'ordonnance du 27 juillet 1808.....	24
CHAPITRE III. — La question des droits de police et de justice des seigneurs.....	26

SECONDE PARTIE

LE MINISTÈRE ALTENSTEIN-DOHNA.....	33
CHAPITRE I. — Préparation de la réforme agraire.....	33
CHAPITRE II. — Des droits de justice et de police des seigneurs.....	35

TROISIÈME PARTIE

LE MINISTÈRE DE HARDENBERG.....	41
CHAPITRE I. — Le principe de l'égalité devant l'impôt...	41
CHAPITRE II. — La réforme agraire.....	46
CHAPITRE III. — Le « Gendarmerie edikt ».....	55
CONCLUSION.....	58
BIBLIOGRAPHIE.....	65



BUZANÇAIS (INDRE). IMPRIMERIE F. DEVERDUN.
